

POUR TOUS LES ENFANTS, SANS EXCEPTION

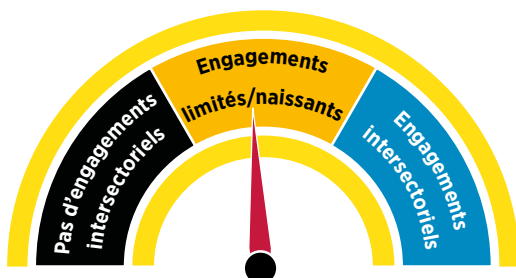
Investir dans les premières années

Le gouvernement canadien a lancé sa **Politique d'aide internationale féministe (PAIF)** en juin 2017.¹ Ce document ambitieux est **une mesure courageuse pour mettre les femmes et les filles au cœur de la politique d'aide internationale**. Dans le cadre de ses engagements politiques, le Canada entend affecter **95 % de son financement à l'autonomisation des filles et des femmes d'ici 2022**.

Une évaluation de 10 donateurs a montré qu'en 2017, le Canada était :

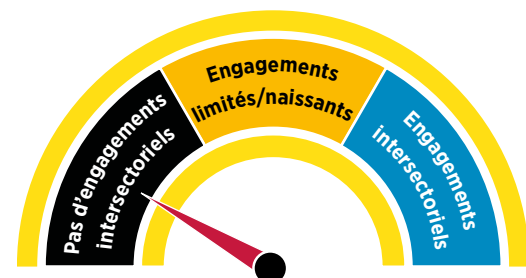
la **3**ème contribution la plus importante au **Développement de la petite enfance (DPE)**, par rapport au portefeuille global de l'Aide Publique au Développement (APD) (soit 5,3 % de l'APD destinée au DPE).^A

Engagement stratégique envers le développement de la petite enfance



le **3**ème contributeur en termes de **proportion d'aides destinées à l'éducation versées à l'éducation préscolaire/préprimaire** (soit 2,64 % des aides à l'éducation préprimaire).^B

Engagements de financement de l'éducation préscolaire incluant les personnes handicapées



^A Le tableau comparatifs des dépenses des donateurs pour le DPE peut être consulté dans le rapport global.

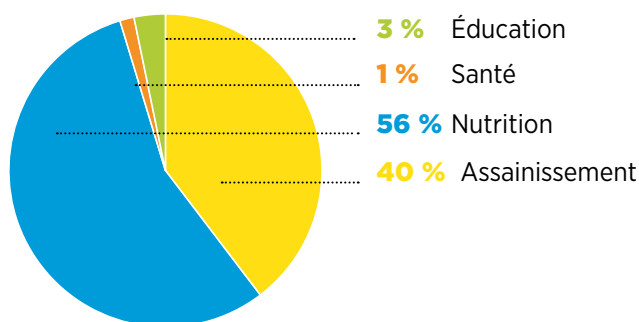
^B Dans ce rapport, deux aspects ont été examinés pour comparer l'aide allouée à l'éducation préscolaire par différents donateurs. Premièrement, le montant total (montant quantitatif) alloué à l'aide à l'éducation préscolaire, et deuxièmement, en vue de mesurer « l'effort » du donateur, les auteurs du rapport ont comparé le ratio des aides allouées au secteur de l'éducation préscolaire par rapport aux aides totales versées au secteur de l'éducation.

Développement intégré et inclusif de la petite enfance

La politique d'aide internationale féministe du Canada¹ appelle tous les projets d'aide à intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes aux six piliers fondamentaux de travail. Ces piliers sont l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, une croissance économique inclusive, l'environnement et le changement climatique, une gouvernance sans exclusive ainsi que la paix et la sécurité. Cependant, la petite enfance est largement absente de ce cadre et peu d'attention est explicitement portée aux jeunes enfants. Il n'y a pas non plus d'objectifs ou buts distincts pour le développement de la petite enfance (DPE). Le pilier « Dignité Humaine » de ce cadre contient des engagements sectoriels envers des domaines susceptibles de renforcer le développement de la petite enfance, c'est-à-dire mettre l'accent sur les droits à la santé, l'éducation, la nutrition et à la santé sexuelle et génésique. Bien qu'il ne soit pas fait expressément et séparément mention du DPE, les sous-secteurs contiennent des aspects de recentrage et d'enrichissement. Ces aspects, orientés vers les jeunes enfants et les familles à risque, sont potentiellement susceptibles d'avoir des effets positifs significatifs sur les populations dans l'adversité.

L'absence d'un accent important sur les très jeunes enfants de manière générale et sur une approche priorisant le dépassement des nombreuses inégalités intersectionnelles à travers des investissements explicites dans le DPE apparaît comme une lacune. D'autant plus

FIGURE 1 Répartition de l'APD pour le développement de la petite enfance sur différents secteurs du DPE. Versements en 2017 en dollars US constants, sur la base des chiffres du DAC



Source : Système de notification des pays créanciers de l'OCDE. Consulté en mai 2019

que le cadre reconnaît clairement l'importance de faire face aux nombreuses vulnérabilités et de « lutter contre la discrimination...en reconnaissant que les inégalités existent en des termes intersectionnels ».¹

Néanmoins, les décaissements d'aide du Canada en faveur de services susceptibles de soutenir le DPE restent relativement élevés comparé aux autres donateurs de cette étude,

le Canada étant le troisième sur neuf donateurs en termes de niveau global des aides apportées en 2017. Cela est dû au fait que le Canada consacre d'importantes dépenses à la santé et à la nutrition (voir figure C1). De plus, une évaluation de ses programmes d'aides a révélé des poches de bonnes pratiques dans le développement intégré de la petite enfance.^c

Aide à l'éducation préscolaire et préprimaire

Le Canada n'a pas de stratégie séparée pour le secteur de l'éducation. Cependant, le PAIF contient un engagement spécifique envers « l'amélioration d'une éducation de qualité tenant compte des questions de genre du préprimaire jusqu'à la fin du secondaire, en particulier pour les filles ».^{d,2} À cet effet, cela engage le Canada à travailler à l'amélioration de la fourniture d'une éducation et d'un apprentissage de qualité

ENCADRÉ 1 L'initiative de Muskoka

Le Canada est un acteur majeur dans la santé maternelle et infantile, particulièrement depuis son lancement en 2009 de l'Initiative de Muskoka du G8 et sa promesse de consacrer 3,5 milliards de dollars canadiens à la SMNE pour une période de 2010 à 2015 (2,6 milliards de dollars US). L'engagement Muskoka s'est vu renouvelé lorsque le Canada a annoncé 3,5 milliards de dollars sur cinq ans (2015-2020) pour améliorer la santé génésique et de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (RMNCH)⁴ à travers le monde entier. Ces engagements ont permis au Canada de se démarquer en termes d'investissement dans ces domaines. L'engagement envers la santé et la nutrition de l'enfant et de la mère se traduit par des contributions très importantes à des investissements dans la santé et la nutrition de base en pourcentage global de leurs aides.

^c Un examen des projets actifs en cours a été effectué pour ce rapport sur la Plateforme d'aide du Canada, et certains petits projets ont été identifiés comme facilitant une approche DPE, comme au Kenya (voir : <https://cidpnsi.ca/foreign-aid-data/>).

^d En raison de nouveaux engagements, en termes de dépenses totales, le secteur de l'éducation arrivait 2^{ème} en 2017, 7^{ème} en 2018, et l'on prévoit que ce secteur occupera la 4^{ème} place en 2019.

accessibles à tous et tenant compte des questions de genre, y compris dans la petite enfance.

Le financement de l'éducation à un niveau sectoriel reste relativement faible par rapport à des programmes distincts tels que la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE), et, de manière générale, le Canada n'a pas accordé une grande priorité aux aides bilatérales à l'éducation ces dernières années. Cependant, malgré le fait que l'éducation n'est pas la priorité générale, le sous-secteur de l'éducation préscolaire reçoit davantage de financements par rapport aux autres sous-secteurs que d'autres donateurs de cette étude. Sur une période de cinq ans allant de 2013 à 2017, 3 % des aides canadiennes ont été en moyenne consacrées au secteur de l'éducation. Sur le plan quantitatif, le Canada a été identifié comme le 3^{ème} contributeur au préprimaire en 2017 par rapports aux donateurs de cette étude. Les aides canadiennes à l'éducation préscolaire ont été accordées à 33 pays bénéficiaires entre 2012 et 2017. D'autres bénéficiaires importants étaient le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), l'UNICEF et autres acteurs multilatéraux tels que les projets d'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial (PAM). C'est également l'un des principaux donateurs du PME.^E

Parmi les projets considérés comme préprimaires, d'importants investissements ont été faits dans l'éducation tenant compte des questions de genre, et des objectifs de ciblage/d'intégration PAIF ont déjà été atteints.³ Une analyse détaillée de l'ensemble

des données concernant les investissements dans l'éducation préscolaire de 2012 à 2017 a révélé que quatre pays ciblaient les enfants marginalisés et handicapés. Ces trois pays étaient le Bangladesh, le Burkina Faso le Mali, et chacun d'entre eux avait prévu d'inclure les enfants handicapés ainsi que les groupes marginalisés.^F

Santé, nutrition et assainissement

La santé et la nutrition mondiales sont des priorités majeures dans la politique de développement du Canada.

En nutrition, la grande majorité des aides canadiennes se concentrent sur l'aide aux jeunes enfants et aux mères de façon à soutenir le DPE. En vérité, le Canada est l'un des plus grands donateurs en termes d'aide à la nutrition de base en soutien à la santé de l'enfant et de la mère. Le PAIF inclut également des engagements spécifiques à poursuivre le travail sur la nutrition en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes enfants, notamment pour « faciliter aux femmes, aux filles et à tous les jeunes enfants l'accès à des aliments et compléments alimentaires nutritifs ».¹

Parallèlement, les investissements dans l'assainissement se sont révélés minimes ces dernières années.

Dans les décaissements d'aide les plus récents de 2017, aucun ciblage n'a été trouvé concernant les dépenses dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'assainissement en lien avec la fourniture de services inclusifs des handicaps aux jeunes enfants.

^E Le Canada s'est engagé à donner 147 millions de dollars US lors de la Conférence de financement de 2018 pour la reconstitution des ressources.

^F Un examen des projets actifs en cours a été effectué pour ce rapport sur la Plateforme d'aide du Canada (voir : <https://cidpnsi.ca/foreign-aid-data/>).



Conclusions

Le Canada appuie solidement les secteurs de la nutrition et de la santé pour la santé maternelle et infantile. L'investissement du Canada dans le secteur de la santé et de la nutrition a aidé des millions de mères et de jeunes enfants à survivre. En complément, en investissant dans l'aide au DPE dans d'autres secteurs et en appuyant/en vue d'appuyer les objectifs explicites du DPE, le Canada peut également aider de millions de jeunes enfants à s'épanouir. De plus, investir dans le DPE peut contribuer à atteindre davantage d'équité.

Les investissements réalisés dans des soins et une éducation de qualité peuvent également contribuer à lutter contre les inégalités multidimensionnelles et intersectionnelles auxquelles sont confrontées les jeunes filles et les femmes : parce que l'éducation préscolaire améliore la maturité scolaire, elle fournit une base d'apprentissage solide à mesure que l'enfant grandit, en particulier les jeunes filles, qui sont désavantagées par rapport à leurs pairs, réduisant ainsi l'écart.⁵ Investir dans les soins et l'éducation de la petite enfance (ECCE) peut avoir un impact particulièrement important sur les jeunes filles et les femmes, car cela peut libérer les femmes des soins non rémunérés, leur permettant ainsi une plus grande autonomisation économique.⁶ De plus, mettre fortement l'accent sur les populations les plus marginalisées comme les enfants handicapés permettrait de s'attaquer aux discriminations multidimensionnelles identifiées dans le cadre.

À cet effet, investir dans l'éducation scolaire et parentale ainsi que dans la santé et la nutrition permettrait d'aborder les discriminations multidimensionnelles pour les jeunes enfants et d'autonomiser les jeunes mères, contribuant ainsi à mettre en œuvre le programme féministe défini pour l'aide canadienne.

À PROPOS DU RAPPORT DE RECHERCHE ET DES PROFILS DONATEUR

Light for the World et ses partenaires ont réalisé une analyse détaillée des aides versées par 10 donateurs pour soutenir le développement de la petite enfance. La Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis sont les six donateurs bilatéraux analysés dans ce rapport, ainsi que quatre donateurs multilatéraux : l'Union Européenne, la Banque Mondiale, l'UNICEF et le Partenariat mondial pour l'éducation. Une attention particulière est portée dans cette étude aux engagements des donateurs envers les enfants vulnérables, risquant d'être marginalisés ou présentant un retard d'apprentissage en raison d'un handicap. C'est pourquoi, en plus des aides versées, les cadres stratégiques des donateurs ont également été analysés.

Light for the World et ses partenaires ont fourni les données pour dresser les profils des donateurs.

Recommandations

Le gouvernement canadien devrait :

- Concevoir une stratégie ou un plan de la manière dont les investissements dans l'éducation préscolaire et les écoles préprimaires peuvent aider à lutter contre les inégalités à l'école pour les jeunes filles et servir d'outil à l'autonomisation économique des femmes.
- Définir des objectifs assortis de délais précis pour rendre tous les projets d'APD inclusifs des handicaps, et, ce faisant, leur permettant potentiellement de soutenir le développement de la petite enfance.
- Augmenter les fonds globaux alloués à l'éducation préscolaire et préprimaire en raison de la rentabilité élevée de l'éducation préscolaire, et viser à verser 10 % des aides totales consacrées à l'éducation à ce sous-secteur sur le long terme.
- Inciter le PME à prêter une attention accrue et à investir davantage dans l'éducation préscolaire.
- Rendre les investissements réalisés dans la nutrition et la santé encore plus efficaces pour aider les jeunes enfants à s'épanouir en faisant converger les investissements dans la santé et la nutrition infantiles au travers d'une approche DPE explicite.
- S'attaquer aux inégalités intersectionnelles auxquelles sont confrontées les femmes et les filles en adoptant une approche plus explicite pour répondre aux besoins des populations les plus marginalisées, notamment les enfants handicapés et ceux risquant un retard dans les premières années.

Références : 1. Politique d'aide internationale féministe du Canada. https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_developpement-enjeux_developpement/priorities-priorites/policy-politique.aspx?lang=fra. Consulté en juillet 2019. 2. Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanSFE). Plateforme analytique. <https://www.canwach.ca/fr/analytics-portal/domaines-d'intervention>. Consulté en juillet 2019. 3. Vanderkooy A. Ensuring Education for Women and Girls at All Levels: A Feminist G7 Agenda. Canadian International Development Platform. <http://cidpnsi.ca/ensuring-education-for-women-and-girls-at-all-levels/>. Publié en 2018. Consulté en août 2019. 4. Canada's Recent RMNCH Commitments. Canadian International Development Platform. <http://cidpnsi.ca/canadas-recent-rmnch-commitments/>. Consulté en juillet 2019. 5. Banque mondiale. *Learning: To Realize Education's Promise*. Washington, DC: Banque mondiale, 2018. 6. Samman E, Presler-Marshall E, Jones N, et al. Women's work. Mothers, children and the global childcare crisis. Londres: Overseas Development Institute. 2016.

RECUEIL D'OUTILS DE PLAIDOYER

Ce profil donateur est l'un des 10 plaidoyers pour l'APD. Il y a également quatre pays bénéficiaires de plaidoyer national, ainsi qu'un Rapport Général une liste facile à utiliser pour soutenir la conception de programmes de DPE inclusifs visant à soutenir les enfants les plus marginalisés.



Une note méthodologique apportant plus d'informations sur la procédure d'analyse ainsi que tous les outils peuvent être consultés sur :

www.light-for-the-world.org/inclusive-eecd-investment